

**"3 ans après les accords de Dayton,
quelle paix aujourd'hui et demain
dans les Balkans ?"**

FERNEY-VOLTAIRE 20-21-22 NOVEMBRE 1998

FRANCE

« La guerre doit cesser d'être une institution admissible. Nous devons apprendre à résoudre nos différents par d'autres façons que des confrontations militaires... »

-Tiré du Prix Nobel de la paix :
Joseph Roblat, 1995

PREAMBULE AUX ACTES DU COLLOQUE

Les organisateurs du Colloque que sont le Mouvement de la Paix en partenariat avec les Villes de Ferney-Voltaire et Saint-Claude et avec le concours de l'UNESCO ont pris l'option de présenter, d'abord une synthèse des idées développées par les différents intervenants au cours des travaux. Ensuite sont proposées en annexes des contributions écrites expressément pour le colloque.

A l'initiative du Mouvement de la Paix français, et en partenariat avec les Villes de Ferney-Voltaire et Saint-Claude, et le concours de l'UNESCO, cette rencontre fait suite à celle de 1994, au Couvent de l'Arbresles. Trois ans après la signature des accords de Dayton, qu'en est-il des chances d'une paix dans les Balkans ? Cette rencontre d'acteurs de la société civile de terrain vise à réunir ceux qui veulent construire un avenir de démocratie, de coopérations et de tolérance. Cela explique également le choix du lieu : Ferney-Voltaire, la patrie du défenseur de la tolérance, le grand écrivain et philosophe des lumières.

Parmi les participants en provenance des Balkans : Bogdan Denitch (Croatie), Sonja Lokar (Slovénie), Aleksandar Mlac (journaliste à Sarajévo; Bosnie-Herzégovine), Jelena Santic (Groupe 484, Serbie), Murveta Stevic (Trade Union Of teachers in primary Education, Bosnie-Herzégovine).

Parmi les participants en provenance de l'Europe Occidentale : Hugo Braun (journaliste, Allemagne), Michel Cibot (Association des Communes, Départements et Régions pour la Paix, France), Daniel Durand (Secrétaire national du Mouvement de la Paix, France), Catherine Samary (journaliste, France), Katie Sams (UNIDIR, Suisse), Genc Seiti (Unesco).

Remerciements:

A nos partenaires :

La Ville de Ferney-Voltaire (Ain, France)
La Ville de Saint-Claude (Jura, France)

A ceux qui nous ont prêté leur concours :

L'Unesco
L'Unidir

A celles qui accepté le rôle difficile des traductions improvisées :

Camille Marquès
Thérèse Haond

PROGRAMME DU COLLOQUE

Vendredi 20 novembre/Friday 20 november

-A partir de 18h, accueil des participants / starting at 6 PM : reception of participants

Samedi 21 novembre / Saturday 21 november

-9h30 : une plénière de présentation du colloque, avec quatre interventions pour éclairer certains aspects : paix-démocratie-reconstruction trois ans après Dayton / 9.30 AM : a plenary to present the meeting, with four contributions in order to focus on a few aspects : peace-democracy-reconstruction, three years after Dayton

-10h30 : débat général / 10.30 AM : general discussion

-14h : atelier / 3 PM : workshops :

a) paix, rapports avec l'IFOR, place des institutions européennes / peace, relations with IFOR, role of European institutions

b) démocratie et vie politique, place de la société civile et reconstruction sociale et économique / democracy and political life, role of civil society and social and economic reconstruction

c) droits de l'homme, nationalismes, intégrismes : quelles convergences face à ces défis ? / human rights, nationalisms, fundamentalisms : what convergences to take up these challenges ?

-19h00 : soirée festive et multiculturelle / 7.00 PM : multicultural party

Dimanche 22 novembre / Sunday 22 november

-9h30 : plénière sur les perspectives d'expériences à partir des ateliers / 9.30 AM : plenary on perspectives and exchanges of experiences, based on workshops

-10h00 à 12h00 : table-ronde sur le thème : quelles conditions d'une paix durable ? /10.00 AM : round-table on « what conditions for a lasting peace ? »

-12h00 à 13h00 : Synthèses, résolutions d'actions ./ 12- 1 PM : mop up, action resolutions

-13h00 : repas final et départ / 1 PM : final lunch - departure

Samedi 21 novembre 1998

INTRODUCTION AUX DEBATS

Après le mot de bienvenue à Ferney-Voltaire de Monsieur le Maire qui a rappelé les projets de la ville autour des idées de tolérance de Voltaire et du réseau de « Villes-Refuges », **Patrick SIMON** a présenté l'idée de ce colloque :

Chers Amis,

Depuis le début de la crise dans les Balkans, de nombreuses Organisations Non Gouvernementales, mais aussi des villes inscrites dans un processus d'actions en faveur de la paix et de la culture de paix ont conjugué leurs efforts dans des actions de solidarité avec la société civile de l'ex-Yougoslavie.

En 1994, le Mouvement de la Paix organisait au Couvent de l'Arbresle, près de Lyon une conférence avec des pacifistes de l'ex-Yougoslavie afin de développer des actions concrètes de soutien logistique mais aussi des échanges pour réfléchir ensemble aux défis de la guerre dans les Balkans.

Aujourd'hui, tout un réseau de solidarité et d'échanges pour une alternative à la culture de guerre existe.

Des comités de paix, souvent en partenariat avec des villes ont permis l'accueil d'enfants réfugiés des différents lieux de guerre, comme la Bosnie-Herzégovine. En 1997 ce sont par exemple 250 enfants qui ont été accueillis ainsi pour des échanges avec de jeunes Français, Belges et Espagnols. D'autres ont organisé un appui matériel et logistique à ceux qui sur place poursuivaient la résistance à la guerre et aux atteintes aux droits de l'homme. Cela a donné lieu à un véritable réseau de la société civile.

Pour les villes, certaines se sont structurées en 1997 dans le cadre d'une Association des Communes, Départements et Régions pour la Paix. Des échanges sont déjà en cours avec certaines villes de l'ex-Yougoslavie, sur la base d'une culture de paix.

Tous ces échanges ont un point commun : l'expérience de solidarités et pour la reconstruction d'une société civile dans les Balkans et dans toute l'Europe qui combattent au quotidien les idées de repliement sur soi et d'exclusion des autres qui vont des différents nationalismes, en passant par des intégrismes jusqu'aux formes les plus dangereuses du fascisme. Et la construction d'alternatives humanistes et sur la base de droits humains à la paix.

A ce sujet je remercie également vivement l'UNESCO qui apporte son concours à nos travaux et sa contribution à partir de la déclaration de l'Assemblée Générale des Nations Unies qui va proclamer la période 2001-2010, décennie internationale de promotion d'une culture de la non-violence et de la paix. L'Unesco chargée de la coordination de ce programme apportera notamment sa contribution sur les actions menées en direction des Balkans et plus largement de l'Europe centrale et orientale.

Aussi, aujourd'hui, à l'initiative du Mouvement de la Paix français, en partenariat avec les Villes de Ferney-Voltaire et de Saint-Claude, et avec le concours de l'UNESCO et de l'UNIDIR, cette rencontre se situe dans un nouveau contexte.

Trois ans après la signature des accords de Dayton, qu'en est-il des chances d'une paix dans les Balkans ? Quels sont les fondements, tant localement que globalement d'une alternative aux conflits jusqu'alors dans une logique de guerre, comme des enjeux économiques, sociaux et humains ?

Cette rencontre d'acteurs de la société civile de terrain vise à réunir ceux qui veulent construire un avenir de démocratie, de coopérations et de tolérance. Cela explique également le choix du lieu : Ferney-Voltaire, la patrie du défenseur de la tolérance, le grand écrivain et philosophe des lumières.

Et je remercie encore une fois la Ville de Ferney-Voltaire qui a su si bien nous accueillir. Je remercie en particulier Alex Décotte, son Maire-Adjoint à la Culture et Madame Chenillot, sa collaboratrice qui ont été très efficaces et ont adhéré complètement au projet qui s'inscrit dans une politique d'action concrète de culture de paix.

Je remercie également Alain Delorière et le service culturel de la Ville de Saint-Claude qui a mis tout son savoir-faire dans cette collaboration fructueuse.

Avant d'aborder les questions qui nous réunissent ici pendant ce week-end dans cette ferme de Voltaire et dans des salles de travail mises à disposition par la Ville de Ferney-Voltaire, permettez-moi de dire quelques mots sur les propositions que je vais vous soumettre pour l'organisation de nos débats :

Je propose que notre séance de ce samedi matin soit co-présidée par Murveta Stevic et moi-même.

Nous aborderons les questions relatives aux enjeux de paix dans les Balkans et pour l'Europe tout entière, avec notamment les aspects de paix, de démocratie et de reconstruction économique et sociale, avec une introduction au débat faite par Daniel DURAND (Secrétaire National du Mouvement de la Paix)

Ensuite, nous ferons un échange 3 ans après Dayton, sur la situation dans les Balkans grâce à un éclairage apporté par les différents représentants des différentes républiques de l'ex-Yougoslavie ici représentées.

Un débat général pourra suivre.

Cet après-midi, nous travaillerons si vous le voulez bien sous la forme de deux ateliers et à la Mairie :

Atelier « Conditions d'une paix durable et questions de sécurité » : avec les contributions de :

- Marianne ROGIER-DUCASSE : Contribution sur l'IFOR et la SFOR*
- Bogdan DENITCH : conditions d'une paix durable*

Atelier « Conditions pour la reconstruction sociale et économique » : avec les contributions de :

- Genc SEITI de l'UNESCO : les programmes en direction de l'ex-Yougoslavie.*
- Jelena SANTIC (Groupe 484, de Belgrade) et Sonja LOKAR (Forum Européen pour la démocratie et la solidarité).*

Une synthèse de ces travaux sera présentée par chacun des groupes dans la Salle du conseil municipal de la mairie.

A l'issue de ces travaux, une réception sera organisée par la Ville de Ferney-Voltaire, suivie d'une soirée festive.

Dimanche matin je vous propose une Table-ronde animée par Alex Décotte (Maire-Adjoint de Ferney-Voltaire). Elle se fera avec des intervenants, qui sont entre autres des journalistes, sur le thème: « Quelles conditions d'une paix durable ? »

Avec Hugo BRAUN (Allemagne), Aleksandar MLAC (Bosnie-Herzégovine), Catherine SAMARY (France).

Un débat avec la salle suivra.

Daniel DURAND, au nom du Mouvement de la Paix a proposé quelques pistes de réflexion :

Pour débiter, je veux remercier M. le Maire de Ferney et son équipe pour son accueil, saluer aussi les efforts de mon ami Patrick Simon sans qui il n'y aurait pas eu cette rencontre.

Lorsque nous avons discuté de la nécessité de prendre une initiative en France pour réfléchir aux nouvelles conditions de la solidarité avec nos correspondants en ex-Yougoslavie, c'est lui qui a proposé la ville de Ferney-Voltaire, la ville du philosophe de la tolérance pour marquer d'un symbole fort ces journées.

Le but principal pour moi est écouter, échanger et faire connaître à un moment où en France, l'information reste très factuelle, liée à l'urgence.

On parle à juste titre du Kosovo, mais rien ou peu sur Dayton.

Cette réunion est pour moi une sorte de round d'observation pour voir où nous en sommes et où nous pouvons aller..

Trois problématiques :

- trois ans après leur signature, les accords de Dayton ont-ils réussi à jeter les bases d'une paix durable dans les Balkans, peuvent-ils encore le faire et à quelles conditions ?

- la crise de l'ex-Yougoslavie, la guerre en Bosnie et dans les autres républiques ont souvent été présentées comme une opportunité d'expériences, explicites ou implicites, pour des institutions comme ONU, OTAN, OSCE, Union Européenne, sur le plan du maintien ou rétablissement de la paix, de l'ingérence humanitaire ou démocratique, etc..

Qu'en est-il réellement, quelle a été la part de l'intentionnel et de l'improvisation, quelles leçons ou avertissements en tirer, quelles implications aujourd'hui dans certains grands débats politiques...

- dès 1991, la place et l'importance du rôle de la société civile, du tissu associatif et leur fragilité étaient soulignées : qu'en est-il aujourd'hui ? quels liens renforcés nouer entre ONGs des Balkans et ONGs de France, voire d'Europe sur les questions en débat ?

Est-ce nécessaire ou y-a-t-il double emploi avec d'autres réseaux existants ?

Faut-il un réseau créant des synergies avec ce qui existe déjà ? Quelle utilité pour cette rencontre ? Faut-il pérenniser cette rencontre (forme, périodicité) ?

Je reprends quelques uns de ces points.

A/ Accords de Dayton :

la rencontre permettra un examen des différents volets des accords.

Je pointe deux éléments :

1/ - sur le plan de la reconstruction, le Groupe de contact pose le problème de l'arrêt de l'aide internationale, en particulier à cause d'une marche trop lente à l'économie libérale.

Cela signifie-t-il un abandon des programmes de grands investissements sur des équipements publics inexistants, détruits ou obsolètes ?

Une cure néo-libérale favorisera-t-elle les rapprochements ou les nouvelles divisions ?

La région des Balkans est marquée par de profondes inégalités de développement : quelle voie choisit-on ? La question n'est-elle pas posée de l'institution d'un énorme plan pour le développement de tous les pays des Balkans (Macédoine, Albanie, Roumanie, aussi...)

2/ - la politique de sécurité commune prévue dans Dayton s'est effectuée sur la base d'une politique

de rééquilibrage des forces : on a peu enlevé à la Serbie sur ses armes de l'ex ALN, les US ont équipé largement l'armée bosniaque. Certains experts parlent maintenant de remilitarisation de la région. Ne va-t-on pas dans cette logique vers de nouvelles compétitions et course à la puissance ?

B/ Expérimentations politiques, analyses et leçons :

- pour l'ONU : avec la FORPRONU, la première et plus importante opération de maintien de l'ordre : problèmes nouveaux du commandement, du mandat.

- pour l'OTAN : première opération de maintien de la paix en "hors-zone" après 1989. Cela a permis de promouvoir le concept des nouvelles missions OTAN. Cela a permis de coordonner sous le commandement OTAN de nouveaux pays : de l'Est, du Sud (Egypte, Tunisie)

- pour l'OSCE : début de plusieurs interventions dans des pays de l'ex camp socialiste, a déterminé un rapport de dépendance à l'OTAN

- pour l'UE : a montré que les tragédies nationales historiques restaient prépondérantes
Allemagne / Croatie ; France / Serbie

Qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

La plus grosse conséquence est l'encouragement à l'OTAN pour la prétention de jouer un rôle de sécurité globale, une ONU-bis militarisé et sous férule américaine.

Débat unilatéralisme / multilatéralisme.

Débat sur la force pour la justice, ingérence démocratique :

- arrestation des criminels et Tribunal international
- proposition de protectorat de l'ONU

C/ les ONG :

Dès 1991, chacun savait que société civile aurait un grand rôle à jouer, mais que tout serait fait pour écarter. Nos collègues de là-bas donneront leurs analyses.

Ma réflexion : le principal terrain de rencontre a été l'aide humanitaire et la solidarité immédiate, dans l'urgence, l'action pour la justice, le respect des droits : réfugiés, femmes, enfants.

Des efforts pour soutenir la presse indépendante mais peu d'amélioration dans la situation.

Comment aujourd'hui donner un nouvel élan à la coopération sur un plan plus politique et pacifiste ?

Comment cela peut-il se traduire concrètement après cette rencontre ?

Voilà quelques points partiels que je voulais soulever, je crois maintenant nécessaire de procéder à un état des lieux avec nos amis.

ELEMENTS DE REFLEXIONS AU COURS DE LA PLENIERE

- **Bogdan Denitch (Serbe de Croatie, vivant également aux Etats-Unis)**

Pour Bogdan Denitch, les Kosovars viennent de comprendre ce qui se passe en matière d'aide. Dès le moment où les violences commencent, cela devient un problème pour l'Europe et l'aide finit par venir. Mais se battre pour les droits politiques et humains d'une manière non-violente comme l'ont fait pendant dix ans

les Kosovars, ce n'était pas un problème.

La deuxième chose à dire est que les victimes sont d'abord les modérés des deux côtés, ceux qui voulaient maintenir ou établir le dialogue entre les communautés.

Aussi, pour lui, les accords de Dayton formalisent la division ethnique et légitiment des régimes qui furent à l'origine des auteurs de guerre. Ces régimes nationalistes extrémistes ont maintenant le monopole des médias et de la police. Le partage du territoire par nationalités est une aberration. Les Accords de Dayton reconnaissent les Serbes, les Croates ou les Bosniaques mais pas les nombreuses personnes qui sont le produit de mariages mixtes et qui ne se considèrent comme des entités ethniques mais bien comme des citoyens.

Aujourd'hui, l'aide occidentale transite par les régimes en place qui se servent au passage et effectuent une distribution sélective sur des critères ethnique et d'inféodalité. De même, les menaces de bombardement sur la Serbie renforcent le pouvoir de Milosevic qui se présente en victime comme Saddam Hussein.

Il apparaît pour lui également qu'une partie des Organisations Non Gouvernementales deviennent des appendices des régimes en place, tant en Croatie, qu'en Bosnie-Herzégovine ou en Yougoslavie. Il faut se méfier de l'illusion que les Organisations Non Gouvernementales sont une alternative à la guerre. L'alternative ne peut être que politique face aux régimes fascistes en place. Même si cela dérange des personnes des Organisations Non Gouvernementales qui militent pour les droits civils.

Un autre danger souligné par Bogdan Denitch est l'absence d'économie et de vie sociale, en Bosnie-Herzégovine notamment ; ce qui favorise la mise en place de mafia. De tels pays ne peuvent pas continuer de vivre des seules aides humanitaires.

Enfin, il est dommageable que l'Europe fasse appel aux USA et à l'OTAN pour régler des problèmes qui sont européens. Mais peut-être est-ce parce qu'il n'y a pas de grands hommes politiques...

- **Jelena Santic (Serbe, Belgrade)¹**

Jelena Santic rappelle dès le début de ses interventions qu'au Kosovo, il ne s'agit plus de défendre la paix mais d'empêcher les tueries. Nous nous trouvons dans le même cas de figure que la Bosnie-Herzégovine au début de la guerre. L'intervention occidentale est trop tard. Il aurait fallu qu'elle se fasse dès le printemps 1998. Et ceci est particulièrement grave au moment où nous fêtons le 50^{ème} anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme.

Aujourd'hui il s'agit de renforcer les liens entre les oppositions démocratiques aux régimes nationalistes en place. Le combat doit être différencié selon les situations. Selon elle, autant en Croatie et en Bosnie-Herzégovine les régimes sont idéologiques, autant en Serbie il s'agit du pouvoir pour le pouvoir. Milosevic a personnalisé le pouvoir.

Trois ans après Dayton, plusieurs choses deviennent une nécessité :

-Juger et condamner les criminels de guerre,

-Permettre réellement le retour des réfugiés et des déplacés. L'année 1998 avait été déclarée année du retour. Il est très difficile pour les réfugiés de revenir. Les pouvoirs locaux les en empêchent. Il y a la crise économique et pas d'emploi. La propagande nationaliste dissuade l'acceptation de ceux qui ont pu rester chez eux vis à vis des réfugiés.

-Sans aide économique extérieure il n'y aura pas de paix possible.

¹ Jelena Santic est animatrice du Groupe 484 de Belgrade et de la Maison « Le Cercle de Belgrade ».

De son point de vue, les Organisations Non Gouvernementales ont toute leur place pour établir des contre-pouvoirs. Elles sont le lieu de critique politique et indépendantes du régime. Pour autant, elle est d'accord avec Bogdan Denitch : sans solution politique, il n'y aura pas de paix. L'alternative est effectivement politique mais elle peut s'appuyer aussi sur les Organisations Non Gouvernementales et les syndicats, ainsi que les jeunes. Les médias indépendants, les syndicats et les intellectuels doivent constituer une force d'alternative, même si nous constatons des faiblesses aujourd'hui.

Elle conclut en rappelant la possible réconciliation entre les peuples avec l'expérience de Pakrat où Serbes et croates ont reconstruit ensemble leur commune et essaient d'y vivre ensemble maintenant. Et la communauté internationale peut aider les Organisations Non Gouvernementales dans cette démarche.

- **Aleksandar Mlac (Bosniaque, Sarajevo)²**

Son appréciation des accords de Dayton est que le résultat se résume à 35.000 hommes mais que pour le reste, peu de choses sont visibles en Bosnie-Herzégovine. Bien sûr sont institués un drapeau commun, une monnaie commune (pas encore en circulation), des plaques d'immatriculation des voitures des différentes communautés sont maintenant identiques, nous avons un passeport commun (mais un million de concitoyens sont encore en attente de ce passeport). Tous ces symboles ne sont pas assez puissants. Mais encore ? Les institutions démocratiques ne fonctionnent pas. Les droits de l'homme sont au plus bas. La liberté des médias n'existe pas. La justice et l'éducation sont sous contrôle des partis nationalistes. Le retour des réfugiés est bloqué, le démarrage économique est toujours au point de départ. La corruption s'installe. Sans les 35.000 militaires, il n'y a aucune autre garantie pour la paix.

Il y a vases-communiquants entre les différents nationalistes qui se nourrissent et se renforcent mutuellement pour garder, chacun, le pouvoir. La paix ne sera pas possible tant que ceux qui ont fait la guerre resteront au pouvoir. Or c'est ceux-là qui ont signé les Accords de Dayton...

Et sans la paix durable en Bosnie-Herzégovine point de paix possible dans les Balkans. C'est toujours une boîte de pandore.

La communauté internationale a commis une grave erreur ; elle a signé des accords avec ceux qui sont la cause de la guerre, les nationalistes à qui elle a confié l'application des accords...

La social-démocratie européenne n'a toujours pas compris la nature profonde des régimes maintenus en place. Elle poursuit les politiques menées antérieurement par les gouvernements de l'Europe occidentale au risque de se retrouver dans l'Europe entière confrontée aux mêmes problèmes, aux mêmes dangers.

- **Murveta Stevic (Bosniaque, Tuzla)³**

Elle rappelle que c'est à Tuzla que fut maintenu le multiculturalisme et que fut créé le Parlement d'Helsinki des Citoyens en 1994. Cette réalité est toujours d'actualité.

Pour elle, les Accords de Dayton ont effectivement entériné l'épuration ethnique et les pouvoirs en place. Et la Bosnie-Herzégovine n'est pas séparée en deux entités mais en douze cantons dont les pouvoirs locaux ont les mêmes privilèges que les pouvoirs d'état.

Si les adultes n'ont pas réussi à empêcher la partition de la Bosnie et maintenir la paix et la tolérance entre les communautés, alors il faut se tourner vers les nouvelles générations et leur donner les moyens de construire une telle alternative. C'est pourquoi à Tuzla, des échanges internationaux s'organisent autour des

² Aleksandar Mlac est journaliste dans une télévision indépendante à Sarajevo.

³ Murveta Stevic est présidente du Syndicat des enseignants du primaire en Bosnie-Herzégovine et responsable de l'Association « Pomoc Tuzlanskim Skolama ».

enfants et des jeunes. Cela permet des échanges culturels et la connaissance des autres, par des activités spécifiques aux jeunes. Cela ira dans le sens de passer la barrière des langues et de participer à une Europe moderne.

En même temps, nous devons faire face à une invasion de nos écoles par ceux qui voudraient faire de celle-ci des lieux séparés par des langues nouvelles (alors qu'ils parlaient avant la même langue), des lieux de communautés séparées. Dans la fédération Croato-Bosniaque nous avons sur le terrain des programmes scolaires séparés et avec la communauté serbe, cela fait trois programmes séparés pour la Bosnie-Herzégovine. Et nous constatons le départ de plus en plus de jeunes de notre pays. Face aux résistances des nationalistes qui essaient d'imposer des programmes d'éducation séparée par nationalités ou religions, les syndicats d'enseignants proposent plutôt le développement de programmes unifiés.

Une vigilance est nécessaire face aux tentatives d'instrumentalisation des Organisations Non Gouvernementales par les régimes au pouvoir.

SYNTHESE DES ATELIERS

- **Atelier « Conditions d'une paix durable et questions de sécurité »**

Marianne ROGIER-DUCASSE a fait une analyse des accords de Dayton faisant ressortir dans le texte une part civile et une part militaire, les deux étant totalement séparées ; ce qui pose d'entrée un problème. Alors que la partie civile de ces accords tend à l'intégration des populations, la partie militaire tend à la séparation des états. Or ce n'est que cette dernière qui est vraiment mise en application jusqu'en 1997.

Globalement on peut noter un relatif succès de la partie militaire (les combats ont cessé) et un échec de la partie civile dû à l'interprétation étroite des accords qui limitent l'action de l'IFOR à la séparation des états dans la reconstruction de la partie civile.

En 1997, une évolution politique générale et la transformation de l'IFOR en SFOR amène un début de prise en compte de cette partie de l'accord (coopération pour l'accélération des libertés de circulation, premières arrestations de criminels de guerre à Priedor -28 à ce jour-, combat contre les médias diffamatoires avec par exemple la confiscation de l'antenne de Pale, fief nationaliste serbe de Bosnie).

Les enjeux actuels semblent la sécurisation des trois entités pour faire cesser la méfiance due au manque d'échanges réels.

Du débat qui a suivi on peut extraire les points suivants :

- Présence de trois pouvoirs nationalistes extrémistes qui ne respectent pas les traités signés,
- Difficulté d'instauration de la paix avec les mêmes personnages qui ont déclenché la guerre,
- Difficultés économiques et politiques qui font le lit de partis nationalistes extrémistes, populistes,
- Aucun espace politique pour ceux qui ne raisonnent pas « ethnies »,
- Importance politique de la société civile et notamment des syndicats indépendants,
- Présence de cinq armées payées en Bosnie-Herzégovine,
- violation des droits des Bosniaques par les Serbes et les Croates, y compris dans les élections.

Les questions qui se posent :

- Fallait-il moderniser l'armée bosniaque ou au contraire s'attacher au désarmement des trois entités ?
- Si on retire les forces de l'OTAN, la paix tiendra-t-elle ?
- Quel appui politique l'Europe peut-elle apporter ? L'Europe peut-elle être considérée comme une entité homogène ? Quelles forces devraient-elle soutenir ?
- Faut-il revoir les Accords de Dayton et dans quel cadre : ONU, Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, Union Européenne, Forum des pays balkaniques ?
- Le sort des pays de l'ex-Yougoslavie peut-il se traiter en dehors des autres pays balkaniques ?

En conclusion, les points qui méritent d'être pris en compte dès que possible :

- Soutien pour que les côtés positifs des Accords de Dayton soient mis rapidement en pratique : changement de la loi électorale de manière à ce qu'elle intègre le droit du sol (et non du sang, de l'ethnie) ;
- Demande d'accélération des jugements des criminels de guerre ;
- Baisse du niveau d'armement au niveau de toute la région ;
- Intensification des échanges culturels, intellectuels, scientifiques, humains, entre les associations, les Organisations Non Gouvernementales, les populations d'Europe ;
- Faire en sorte que l'Europe reprenne l'initiative politique pour des solutions démocratiques en s'appuyant sur les réelles forces que sont les syndicats indépendants du pouvoir populiste ; de même, soutien aux médias indépendants et protestation contre toute répression ;
- Solidarité sous forme de coopération économique.

- **Atelier « Conditions pour la reconstruction sociale et économique »**

Genc SEITI (spécialiste du programme pour le développement de l'Europe centrale et orientale (PROCEED), Unesco) a présenté les programmes de l'UNESCO dans les Balkans⁴ Notamment, il a rappelé que la défense de la paix se réalise à partir d'actions concrètes :

- contribuer à l'acquisition, au transfert et à la mise en commun de savoirs
- promouvoir les valeurs de liberté, de dignité, de justice et de solidarité

Sur les questions culturelles, les Balkans sont un véritable laboratoire d'avenir où se posent les questions de liens structurels. C'est par un drame à Sarajevo que s'est ouvert le XX^{ème} siècle ; c'est sur un drame à Sarajevo qu'il s'achève. Aussi, l'UNESCO développe des réponses sous la forme de programmes d'éducation à la paix, de processus de réconciliation, de défense du patrimoine culturel représentatif du confluent de civilisations que sont les Balkans et de solutions unificatrices pour les programmes scolaires.

Le débat qui a suivi a rappelé l'enjeu de conduire simultanément une diplomatie préventive et de forger des outils de résolution des conflits. De même il apparaît utile de s'appuyer sur ce qui rassemble ou est commun aux différentes communautés et de travailler sur l'image de l'autre.

Michel CIBOT a présenté l'Association des Communes, Départements et Régions pour la Paix en rappelant l'idée déjà émise dans les discussions de « Penser global et d'Agir local ».

Ainsi des solidarités inter-cités entre des villes de différents pays de l'Europe occidentale et celles de l'ex-Yougoslavie (comme Tuzla) permettent de construire une logique de paix par des échanges culturels et de coopérations autour de projets sociaux avec un engagement mutuel. A travers ces actions, il s'agit de promouvoir des légitimités de proximité pour favoriser la vie démocratique et le renouveau politique.

Dasa SASIC-SILOVIC⁵ a présenté les actions d'une académie pour la paix qui travaille sur les points suivants :

- pourquoi la guerre est arrivée dans les Balkans en reliant les questions idéologiques et la nature des conflits,
- pourquoi les intellectuels n'ont pas réagi localement pour empêcher les conflits ?
- comment aider les partis d'opposition démocratiques et comment faire pour que la fonction de l'Europe sur les Balkans changent (elle a favorisé l'éclatement et soutenu des options contraires aux principes des trois D -Démocratie, Développement, Droit-)

Jelena SANTIC relève une certaine dépression dans les milieux intellectuels et d'une manière générale dans la société civile. Pour autant des résistances s'organisent face aux lois restrictives sur les médias et les universités. Il faut encore du temps pour mieux organiser l'opposition de la société civile et des politiques démocrates. D'où l'importance de solidarités internationales comme cette initiative a la volonté de la mettre en réflexion et en oeuvre. Il n'en reste pas moins que toute l'Europe est confrontée à ces problèmes.

Patrick SIMON rappelle à ce sujet l'expérience faites par des comités de paix et par des villes pour organiser des échanges et des solidarités concrètes autour des problèmes de jeunesse. En particulier, il est intéressant de confronter les violences locales dans nos banlieues occidentales avec celles subies par les jeunes en Bosnie-Herzégovine. Les mêmes sources peuvent conduire à des incivilités comme à des barbaries. La résolution des conflits comme la recherche d'alternatives par les jeunes eux-mêmes paraît être une expérience nouvelle à promouvoir. C'est dans la logique « du penser global et l'agir local ».

Pour **Genc SEITI**, l'éducation à la paix c'est apprendre à vivre ensemble en prenant en compte les antagonismes.

Un débat a suivi sur la critique radicale de l'économie qui fait le lit de ces barbaries. Ainsi **Murveta STEVIC** pense qu'il faut casser les modèles nationalistes en place et trouver des convergences entre les

⁴ Voir le texte complet dans la partie « Contributions écrites », en fin du document.

⁵ Dasa Sasic Silovic est spécialiste au Bureau européen du Programme de Développement des Nations Unis. Elle est la Présidente du Forum Européen pour la Démocratie et la Solidarité.

syndicats occidentaux et ceux de l'ex-Yougoslavie. **Sonja LOKAR** a repris la question fondamentale des droits humains avec notamment la question spécifique des droits des enfants, des femmes comme base de combat pour une citoyenneté et une politique qui reprennent le pouvoir sur l'économie de marché. Pour elle la question du pouvoir est fortement posée et pour pousser l'idée à son paroxysme pour éviter l'indifférence, elle ne voit d'issues que « si les pacifistes prennent eux-mêmes le pouvoir ».

Dimanche 22 novembre 1998

TABLE RONDE : Quelles conditions d'une paix durable ?

Avec Hugo Braun, Aleksandar Mlac et Catherine Samary.

C'est **Catherine SAMARY** qui ouvre la discussion en reprenant l'idée qu'il faut penser global et agir local à plusieurs niveaux : politique, économique, sur les questions de droits. Elle rappelle que les causes du conflit n'étaient pas ethniques fondamentalement et que les problèmes de fond sous-jacents à la crise yougoslave se posent aussi dans l'Union européenne. Ce sont des questions économiques, d'une part : par quels mécanismes permettre le rapprochement de régions et pays qui n'ont pas le même niveau de développement? Questions politiques également : par quelle démocratie individuelle et collective permettre à des peuples différents de vivre ensemble ? Dans des contextes de crise et d'absence d'alternatives progressistes crédibles (pas seulement, d'ailleurs à l'échelle de l'ex-Yougoslavie) on a été confronté à des courants régressifs (nationalisme et populisme). Les politiques libérales ne sont pas capables d'y répondre parce qu'elles développent l'incertitude économique pour une grande masse d'exclus qui se tournent alors vers des protections « communautaristes ». L'Union européenne n'a eu aucune cohérence dans sa politique vis-à-vis de la crise yougoslave, parce qu'elle n'avait pas non plus de véritable solution à apporter aux questions nationales et sociales qui se posaient.

Pour qu'une alternative puisse émerger, il faut que se consolide la société civile pluraliste et démocratique. En Bosnie-Herzégovine elle doit s'approprier notamment le débat sur l'exigence d'une constitution démocratique qui permette le dépassement de l'ethnisation de la politique tout en reconnaissant les droits des différents peuples ; il faut aussi soutenir les appels à une transparence sur les pages noires de l'histoire pour que la vérité sur les crimes commis et leur punition soit possible. L'opposition démocratique est encore trop divisée et trop faible. Pour autant, il faut avoir le courage de rechercher des solutions sur place, indépendante des pouvoirs. Les solidarités sont nécessaires, notamment au plan syndical européen.

Pour **Hugo BRAUN** il faut absolument rappeler le coût de la guerre et le rapporter aux moyens nécessaires pour la prévention des conflits que l'Europe aurait pu mettre en oeuvre pour éviter la crise dans les Balkans. Il apporte aussi son accord sur l'idée que le nationalisme s'appuie bien sur la crise économique. Il propose un désarmement radical et de lier cette question aux moyens que peut donner l'Occident au développement. De son point de vue, la sécurité européenne doit être collective et il pense qu'un bon instrument peut être l'OSCE.

Jelena SANTIC intervient car Aleksandar MLAC préfère participer aux débats plutôt que de redonner ses positions qu'il a annoncé la première journée. Jelena Santic est d'accord avec l'analyse de Catherine Samary. Mais elle pense que les aspects positifs de la politique de Tito ont été sapés par manque de démocratie et de transparence. Elle rappelle aussi les jeux dangereux du FMI contre la Yougoslavie qui ont poussé à des inégalités entre les républiques sur des critères qui ne tenaient pas compte des dimensions humaines et sociales.

Elle pense que les USA poussent actuellement à une communauté des états danubiens pour aller contre un rapprochement avec l'Union Européenne.

ELEMENTS CONSTITUTIFS POUR AVANCER ENSEMBLE A L'ISSUE DE CE COLLOQUE

Ceci n'est pas une synthèse des travaux, lesquels se trouvent dans ce document.

Simplement, à l'issue de ce colloque, plusieurs engagements ont été pris de poursuivre les contacts, les réflexions et les pistes d'intervention.

Daniel DURAND, Secrétaire national du Mouvement de la paix, propose de réfléchir à la mise en place d'un réseau pour réfléchir et agir ensemble sous la forme, par exemple, d'un FORUM DE FERNEY-VOLTAIRE dont il faudrait évaluer la formalisation de rendez-vous réguliers.

Il propose également que si les Balkans sont un laboratoire d'avenir pour les grandes puissances, il peut être aussi un laboratoire d'avenir pour les Organisations Non Gouvernementales et les forces démocratiques pour une construction européenne de sécurité commune.

1 CONTRIBUTION DE SHURA DUMANIC

RETOUR

(Idées principales des thèses pour un projet du retour)

La relation par rapport à la population de réfugiés et leur retour présentent la clé du changement ainsi que le point de départ de la démocratisation sociale. Il s'agit de la population qui, comme la victime de guerre a perdu, ou pour laquelle sont drastiquement menacés quelques uns des droits humains fondamentaux, immobiliers, biens propres ainsi que les droits civils...

Ces réfugiés sont les conséquences désastreuses du nettoyage ethnique qui se poursuit et s'intègrent dans le processus de retour mis en place par les autorités nationales pour que ce retour ne se produise pas ou qu'il se réalise sans troubler les résultats du nettoyage ethnique.

Par conséquent, les victimes de guerre sont strictement séparées territorialement, socialement et politiquement. En Croatie, elles sont classifiées en cinq catégories. Derrière chaque catégorie se dissimulent des états sociaux et politiques bien déterminés. Le sens de cette classification est d'empêcher la population des réfugiés de développer des relations de solidarité et de mettre en place des actions collectives.

Ces populations de réfugiés ne se reconnaissent pas mutuellement comme les victimes de la guerre, mais comme elles sont isolées, elles se considèrent comme "ennemies" ; ceci est le résultat de la propagande qui a sévi pendant de longues années.

Les populations ne sont pas politiquement organisées, et étant donné qu'elles dépendent pour leur existence de l'Etat, leurs possibilités sont limitées (ceci est un fait très important en ce qui concerne le choix de moyens pour une organisation éventuelle).

De plus sur la scène politique et publique, on trouve un certain nombre d'organisations pro-gouvernementales qui parlent au nom de toutes (organisations de réfugiés expatriés, et organisation de rapatriés).

Finalement cette couche sociale a l'appui des autorités actuelles pendant la campagne électorale (c'est aussi le résultat de la dépendance aux autorités).

BUT DU PROJET :

- Formation du réseau des organisations non-gouvernementales, associations des réfugiés et rapatriés et action de secours, pour que de telles associations puissent être organisées et liées dans le réseau de RETOUR.

- Activité politique concernant le procédé de retour par ce réseau de sorte que l'autonomie politique et la volonté pour retour soient réalisés.

MOYENS DE REALISATION DU PROJET

- Coordination

- Prise de contact avec des groupes sur le terrain, ainsi qu'avec toutes les personnes qui appartiennent au groupe RETOUR.

- Campagne de propagande

- Campagne médiatique sur le RETOUR.

- Actions sur les cas particuliers qui pourraient avoir des répercussions sur tout le processus.

- Conférences de presse.

PROMOTION

- Réalisation et distribution d'affiches, tracts et autres matériels.

ETABLISSEMENT DE LA CONFIANCE

- Impression de publications adaptées aux circonstances
- Tribunes publiques
- Emissions radio
- Prise de contact avec les réseaux et organisations similaires en Bosnie Herzegovine et en Serbie.

Coordination des activités concernant le RETOUR.

ACTIVITES ENTREPRISES JUSQU'A PRESENT

Nous avons entretenu la tribune publique à Rijeka au sujet de la TOLERANCE CIVILE, laquelle a été médiatiquement très bien couverte.

Nous avons imprimé un tract contenant les informations nécessaires aux rapatriés pour les règles de retour, leurs droits, ainsi que les adresses et numéros de téléphone des organisations vers lesquelles ils peuvent obtenir de l'aide.

Nous avons fait le tour des organisations intéressées, ainsi que des individus motivés pour intégrer le réseau qui s'occupe du retour des réfugiés.

Nous avons ouvert le service de l'aide juridique une fois par semaine pour les rapatriés.

Par notre action et les activités proposées, nous voulons que les réfugiés et les victimes de guerre deviennent eux-mêmes le sujet politique et qu'ils prennent la parole.

Shura Dumanic

2 CONTRIBUTION DE GENC SEITI

Genc Seiti
Spécialiste du programme
Programme pour le développement
de l'Europe centrale et orientale (PROCEED)
UNESCO, PARIS

Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,

C'est un honneur et un grand plaisir pour moi de participer à cette rencontre sur la paix dans les Balkans, organisée à l'initiative du Mouvement de la Paix français, en partenariat avec les villes de Ferney-Voltaire et Saint-Claude et avec le soutien de l'UNESCO.

Tout d'abord, au nom de l'UNESCO, je voudrais vous exprimer mes plus vifs remerciements pour votre invitation à cette noble initiative réunissant des acteurs de la société civile des pays balkaniques et de l'Europe de l'Ouest afin de débattre un sujet si important tel que la paix .

Aux termes de son Acte constitutif, l'UNESCO (en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies) a pour mandat général «de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion».

Si le maintien et le rétablissement de la paix sont des tâches qui reviennent à l'ONU, l'UNESCO est tenue d'élever les défenses de la paix par ses domaines de compétence, de contribuer à l'acquisition, au transfert et à la mise en commun des savoirs et de promouvoir les valeurs de liberté, de dignité, de justice et de solidarité. L'action de l'UNESCO est donc surtout axé sur la prévention.

La mission essentielle de l'UNESCO est de jeter les fondements durables de la paix dans l'esprit des hommes et des femmes. L'Organisation est appelée à relever les grands défis auxquels est confrontée l'humanité d'aujourd'hui, comme la prévention des conflits violents, la lutte contre la pauvreté et pour le respect des principes démocratiques. Seule «la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité» permettra d'y parvenir. Le programme de la culture de la paix est un ensemble d'activités transdisciplinaires et intégrées qui constituent la réponse que l'UNESCO apporte aux menaces qui pèsent sur la paix.

Quelques uns des principes fondamentaux sur lesquels reposent les activités pour une culture de la paix sont notamment :

- l'appui aux valeurs, attitudes et comportements quotidiens qui renforcent la non-violence et le respect des droits de l'homme ainsi que les libertés fondamentales de chacun,
- la promotion de la tolérance, de la solidarité et de la compréhension entre les cultures,
- l'action préventive, par le renforcement de la démocratie et la lutte contre la pauvreté,
- les efforts pour apprendre à gérer les conflits, à les résoudre par les moyens pacifiques et à prévenir leurs débordements violents et destructeurs,
- le partage du savoir et la libre circulation des informations et idées.

Pour mener à bien cette tâche l'UNESCO s'appuie sur de larges partenariats avec les membres de la société civile qui sont parmi les acteurs essentiels de la promotion d'une culture de la paix, en particulier : les parlementaires, pour ce qui est des questions de renforcement de la démocratie et de gouvernance; les maires, dans le cadre du prix UNESCO Villes pour la paix, en encourageant la mise en place des réseaux

entre villes multiculturelles; les médias de service public et indépendants, en consacrant des plages horaires au dialogue et au débat, en particulier entre les jeunes, sur les questions de paix, de droits de l'homme et de démocratie; la jeunesse, par le biais d'un soutien à des initiatives et organisations de jeunes ouvrant pour la paix etc...

Depuis que le programme Culture de la paix a été lancé dans le but de consolider la paix après les conflits, il a été élargi et approfondi, et il a accumulé une grande expérience s'agissant de la prévention des conflits.

Ce programme vise à rejeter la violence et à encourager le dialogue constructif entre les adversaires tout en faisant prévaloir le respect pour les principes des droits de l'homme, la tolérance, la démocratie. Ces objectifs sont universels et peuvent s'appliquer presque partout sur le globe et certainement dans la région du Sud-Est européen (c'est le substantif que nous utilisons pour désigner «les Balkans»), avec des effets très bénéfiques.

Le Directeur général de l'UNESCO, Federico Mayor, dans un discours récent a noté que «A maints égards «les Balkans» sont le laboratoire de l'avenir. L'Histoire s'est en effet attachée à y porter à leur plus haut point la complexité, l'interdépendance et la mobilité. Or, qui ne voit que ces trois éléments caractérisent la planète en cette fin de siècle ? Multilinguisme, flux incessants de populations, diversité ethnique et culturelle, phénomènes d'attraction-répulsion, fluctuation des identités collectives : le Sud-Est européen connaît ces données de longue date et en connaît aussi douloureusement le prix. Notre monde est-il autre chose qu'une réplique, à une plus grande échelle, de cette mosaïque ? »

Dépasser les stéréotypes obsolètes et édifier une culture de la paix fondée sur le riche patrimoine culturel des pays de la région ce sont des objectifs qu'on doit viser pour le renouveau actuel des pays de la région.

Les liens traditionnels, historiques, culturels et spirituels, qui unissent les peuples et les nations balkaniques sont bien plus profonds et anciens que le fanatisme agressif, qui engendre des conflits inter-ethniques et inter-religieux ainsi que des guerres civiles

«C'est par un drame à Sarajevo que s'est ouvert le XX^{ème} siècle; c'est sur un drame à Sarajevo qu'il s'achève. Unissons nos volontés, nos énergies pour que le siècle suivant restitue au nom de Sarajevo sa charge de lumière, d'espoir et de paix»

L'UNESCO poursuit ses activités en faveur de la Bosnie-Herzégovine dans le domaine de l'éducation, de la culture, de la culture et de la communication.

L'Annexe 8 des accords de Dayton (conclus le 22 novembre à l'Ohio et signés à Paris le 14 décembre) énonce la création d'une Commission de préservation des monuments nationaux pour laquelle l'UNESCO est directement responsable . Elle a pour objectif d'examiner et de sélectionner les requêtes pour la désignation comme monuments nationaux, des biens ayant une importance culturelle, historique, religieuse ou ethnique.

La Commission joue un rôle crucial dans le processus de réconciliation en raison du caractère sensible du patrimoine culturel qui a été particulièrement visé pendant le conflit.

Le Plan de sauvegarde du centre historique de Mostar, préparé par l'UNESCO, grâce à un financement italien, a été présenté aux autorités locales pour être inscrit dans la réglementation urbaine de Mostar. Un livre et un CD-ROM présentant le projet ont été récemment publiés. En collaboration avec la Banque mondiale, la Fondation Aga Khan et les autorités locales, et sur la base du plan de sauvegarde de Mostar, l'Organisation entreprend la mise en place d'un projet visant à la reconstruction du Stari Most et de la vieille ville de Mostar.

Dans l'ex-Yougoslavie, l'UNESCO a été l'institution pilote, dans le cadre du système des Nations Unies, pour l'aide aux médias indépendants au cours de la période de reconstruction. Le programme

UNESCO SOS MEDIAS comprend une banque de programmes de télévision qui fournit gratuitement à toutes les stations de télévision bosniaques 300 heures d'émissions de qualité propres à favoriser une culture de la paix, la tolérance, la compréhension mutuelle et la démocratie. Une antenne de la banque de programmes fournit désormais un appui aux productions locales sous forme de ressources financières et de conseils spécialisés, selon les mêmes principes.

La préoccupation majeure des citoyens des pays de l'Europe du Sud-Est est de guérir les plaies culturelles, sociales, psychologiques, économiques et écologiques que la violence a causées dans des pays qui ont connu les excès du système totalitaire. A cette fin, des hommes politiques, des gouvernements librement élus s'emploient à mobiliser ces élans collectifs.

Parallèlement à ces efforts, des hommes et des femmes veillent également au développement de leur pays et au maintien de la paix. Des intellectuels de tous horizons réfléchissent à ces problèmes et oeuvrent eux aussi pour l'identité, l'indépendance, la solidarité et l'espérance dans la région.

Les organes directeurs de l'Organisation ont approuvé des décisions concernant la Coopération sous-régionale entre les pays de l'Europe du Sud-Est dans les domaines de compétences de l'UNESCO. Le fil directeur de cette coopération est que tout en mettant en oeuvre les priorités et les stratégies de l'UNESCO, d'animer et de soutenir des initiatives qui répondent à la situation spécifique du Sud-Est européen et de veiller ainsi au maintien de la stabilité et au développement durable dans cette sous-région, caractérisée par une grande richesse culturelle, mais aussi par la complexité de ses problèmes. Cette coopération visant à promouvoir parmi les pays concernés l'esprit de la tolérance, le respect de la diversité et la compréhension mutuelle par le biais d'échanges dans les domaines de l'éducation, la culture et la communication, a pour but ultime de donner une nouvelle impulsion aux activités visant à une culture de la paix.

Parmi les activités récentes, on peut mentionner l'organisation d'une Conférence internationale Le Sud-Est européen, carrefour de civilisation (Paris, 9-10 février 1998). L'intérêt que la conférence a suscité et ses échos depuis ont créé des conditions favorables à la création d'un espace permanent de rencontres.

3 CONTRIBUTION DE IBRAHIM SPAHIC

BOSNIE, HERZEGOVINE, DES SIECLES APRES LA CHARTE DE KULIN-BAN

Trois ans après Dayton

Dans ses travaux "Rêves et destins", Marguerite Yourcenar avait noté que dans les descriptions d'Héraclite par Effuse, à l'état de veille, les gens appréhendaient un monde commun, mais qu'en rêve, ils se créaient leur propre cosmos. Dans le poème "Invité d'un autre monde", tiré de son livre "L'aveugle chante à l'adresse de sa ville", Abdullah Sidran déclare :

"J'attends
que l'Invité frappe à la porte
et il n'y a rien d'autre
que je puisse
faire

La moindre chose que je touche
s'échappe
de mes doigts

et il n'y a rien
auquel je puisse appartenir
ne serait-ce que l'espace d'un instant

sauf
cette attente
d'un Invité qui frappe à la porte."

L'auteur a croisé la ville de Sarajevo comme il a croisé la planète Terre, comme une partie de son propre cosmos : en partant d'un rêve. Nous devons nous rendre compte quel est le sort va être fait à la planète Sarajevo, la planète sur laquelle deux figuiers poussent le long de la rivière Ko Sevo, et les mouettes tournoient au-dessus de la rivière Miljacka.

Les mouettes et les figuiers conquièrent cette étendue des montagnes Ivan à la planète Sarajevo malgré le périple. Mais en même temps, il est irréfutable que la ville, au même titre que la Bosnie et l'Herzégovine, est partie intégrante des Balkans, de l'Europe Centrale et de la Méditerranée. C'est une partie de la civilisation européenne et de la civilisation mondiale.

Il est une question dans notre monde moderne, et pas seulement en Europe, qui est : comment protéger les sociétés multi-culturelles, et comment éviter ce qui advient en Bosnie et en Herzégovine. Différents projets au niveau intérieur et extérieur existent à propos de la Bosnie et de l'Herzégovine. Un concept proposé dernièrement est particulièrement intéressant. Ce concept ouvre la possibilité pour l'état de fonctionner en tant qu'entité multi-ethnique, en lien avec les organisations politiques locales et internationales, celles de

Dayton et d'autres structures de paix Européennes, et de permettre à ses institutions de fonctionner de façon à représenter chaque entité, chaque nation. Et ensembles, dans un creuset commun nommé "Annexes de la Constitution de Dayton pour la Bosnie et l'Herzégovine", la citoyenneté pourrait se construire dans le cadre des critères des conventions internationales sur la liberté et les droits de l'homme, mais il est impossible de parler de société multi-ethnique sans s'intéresser aux conséquences de la guerre

Assurément, l'action de ceux qui veulent en finir au plus tôt avec leur travail en Bosnie Herzégovine serait ainsi favorisée. Ils voudraient de même changer l'idée de société civile pour un concept artificiel par lequel la Bosnie Herzégovine serait en permanence dépendante de deux volontés (volonté internationale et celle des groupes politiques intérieurs), ce qui représente une transformation lente de la société sous le contrôle d'intérêts particuliers, intérêts qui négligeraient toujours ceux du voisin. C'est exactement l'opposé de ce qui est vécu tous les jours en Bosnie et Herzégovine, et pas seulement à titre de particularité, mais aussi comme une richesse des différences et comme un avantage de la vie sociale, politique et culturelle dans les sociétés de Bosnie et Herzégovine.

Le problème lié à la Bosnie et l'Herzégovine n'est pas seulement celui que l'on appelle la "Conspiration du silence" en relation avec la tragédie des citoyens de cet état qui mourraient en "zone protégée", parmi d'autres sur la planète Sarajevo, ni seulement une question d'horreur et de scandale historique qui ait été transmis directement par les satellites dans les maisons du monde entier. Cela signifie qu'aujourd'hui, un débat qui est en train de rechercher une nouvelle forme dans la bataille pour le respect de l'identité doit se mettre en place dans la bataille pour la liberté et les droits de l'homme. En plus de la xénophobie et du racisme, la claustrophobie se manifeste partout. La Bosnie et l'Herzégovine sont des sociétés en transition, d'un état qui dans sa tradition d'ouverture au Moyen Age avait des traités commerciaux avec Dubrovnik, aujourd'hui, 3 ans après Dayton, n'a pas de communications normales avec ses ports de la mer Adriatique et sur ses propres rivières. Durant près de 6 ans, le trafic ferroviaire ou voyageur a été nul. Et ceci survient en plein XXe siècle.

Comment dans ces conditions ne pas appeler l'âme de Kulin ban dans les moments de tragédie généralisée et d'isolement de populations qui étaient habituées à se déplacer librement et de décider de leur destinée de façon à ne pas heurter les sentiments d'autrui et le respect de la diversité.

Les rues de Dubrovnik et les rues de Sarajevo sont toujours recouvertes d'empreintes de pétales de roses, et au milieu des masques mortuaires Mycéniens dans les plus beaux quartiers de Dubrovnik et de Sarajevo, on respire l'authenticité du lieu dans ses contours et dans ses tours. Pour quelle raison cette digression sur ces deux images ?

Nous voulons envoyer un message, comme Husserl l'a fait, à l'attention des bons Européens. Nous sommes partie de la crise identitaire Européenne, dans la crise de la reconnaissance et de l'identité Méditerranéenne en lien avec les intérêts Européens. L'expérience nous apprend qu'il n'y a pas de possibilité de dialogue dans des relations exclusives ouest-est ou nord-sud à l'intérieur de notre continent, sans dialogue ouvert de la Méditerranée avec l'Afrique, l'Asie et l'Europe.

Ceci oblige les bons Européens, en regard à leur propre identité et tradition culturelle, à engager un processus qui permette la prise en compte des richesses dans les différences existantes.

La base fondamentale pour la continuité dans la construction d'un état de Bosnie et d'Herzégovine a été construite par Dayton, mais dans le même temps, les mêmes droits pour tous les citoyens de Bosnie et d'Herzégovine n'ont pas été assurés. Par l'entité constitutionnelle, toutes les nations se sont transformées en

minorités. Aujourd'hui, on ne parle pas du retour des réfugiés et des immigrants. C'est le problème des groupes minoritaires qui reviennent dans leur villages et leurs villes partout en Bosnie et Herzégovine.

Comment dénouer cette situation ? Comment permettre l'affirmation des principes de la démocratie ? Comment permettre aux villes d'entamer le dialogue ? De dialoguer en fonction d'une culture authentique qui s'est perpétuée durant des siècles, l'ancienne culture de Bosnie et d'Herzégovine dans laquelle tolérance et compréhension mutuelle priment. Comment retrouver la confiance et assurer la réconciliation ? Comment s'assurer que le souvenir ne doit pas s'effacer ni être sanctionné à La Haye ? C'est un processus qui demande du temps et de la sagesse. Ce processus engage aussi nos voisins. Nous avons signé ensemble l'accord de Dayton. Il engage l'Union Européenne, le Conseil Européen pour l'intégration de la Bosnie et de l'Herzégovine et ses voisins dans l'intégration Européenne.

Il engage la Bosnie et l'Herzégovine afin que les réponses apportées dans la coexistence ne se transforment pas en plus de frustrations. Tout le monde doit se tourner avant tout vers le futur. Il est du devoir de tous les partenaires de développer la démocratie et de renforcer la société civile, l'économie et le dialogue. Egalité et respect mutuel sont indispensables pour cela. Il est un grand besoin de reconnaissance de l'identité de chacun (culturelle, religieuse, politique, linguistique et nationale). La Bosnie et l'Herzégovine est un pays qui a besoin de vivre une vie normale, qui a besoin de lumière, de ports, de mer et de rivières, de ciel et de terre, tout comme chaque individu, dans chaque famille et chaque nation.

De part sons héritage historique et son identité Bosniaque, la Bosnie et l'Herzégovine est un pays d'espoir, en dépit de ce que voient défiler aujourd'hui tous les citoyens.

Biography

Ibrahim Spahic was born on 10 of May, 1952 in Sarajevo. A graduate of the Faculty of Philosophy in Sarajevo (literature and theatre). He is President of Student Organization of University in Sarajevo and Member of Executive Board of Student and Youthful Organizations in Ex-Yugoslavia.

Ibrahim Spahic is President of International Peace Center, Sarajevo. He is member of International Society for the Performing Arts Foundation (New-York)

Director of International Festival Sarajevo "Sarajevo Winter" and Member of European Festivals Association (Genève).

At 22 years of age, Ibrahim Spahic became a member of the Parliament of the Republic of Bosnia and Herzegovina (1974-1978). Since 1993, he has chaired the Citizen Democratic Party of Bosnia and Herzegovina and member of the Parliament of the Bosnia and Herzegovina (1998-2000).

It was also Ibrahim Spahic who, in 1993, was at the heart of the project for Sarajevo, cultural capital of Europe. He is co-producer of theatrical projects with professional theatres, and he is president of Governing Board of National Theatre in Sarajevo (opera, ballet, drama).

Ibrahim Spahic is currently running a project called "Memoria Bosniaca, which brings together several initiatives, such as the setting up of the "Meeting point" symposium on the themes of the State under Siege, destruction and tolerance and inter-religious dialogue.

President of Executive Committee of Citizen Forum.

He is editor in chief of review "Why" (review for Human Rights and Freedom), editor of the publication of the philosophical review "Dialogues" ; editor of the publication of the newspaper "New Spectar" and editor and director of publishing house for a new type of citizenship and historical and scientific works, and contemporary literature from Bosnia and Herzegovina. In 1990, he founded the ecologist movement Skakavac and magazine "Eko-Eko".

He is President of Association of publishers of Bosnia and Herzegovina and Member of the World Association of Publishers, member of Copyright Committee of International Association of Publishers.

Winner of the international prize for peace and freedom (Italy) Charte d'Or for humanism (International league of humanists) and medal "Juan Miro" (UNESCO).

Ibrahim Spahic is also President of International Lions Club, Sarajevo.

President of Organizational Committee of Biennale of Young Artists from Mediterranean and Europe "Sarajevo 2001".

Honorary member of PEN Club of Bosnia and Herzegovina and Society of Architects of Sarajevo.

President of Europe House Assembly.

1 CONTRIBUTION DE L'OSCE

16/11/98

L'ACTION DE L'O.S.C.E. en Bosnie-Herzégovine

L'action de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine comprend trois volets : l'assistance à la préparation et à la conduite des élections, la promotion de la démocratisation et des droits de l'homme, et l'assistance aux parties pour la mise en oeuvre de mesures régionales de stabilisation.

Les deux premiers volets sont conduits par la Mission de l'OSCE à Sarajevo, dont le mandat a été prorogé en décembre dernier pour un an. Le troisième est conduit à partir du Secrétariat Général à Vienne, ainsi que sur le terrain.

L'équipe de direction de la mission, soutenue par les Américains et plusieurs autres délégations, préconise une approche "tout OSCE". Nous défendons celle d'une présence plus réduite, d'une plus grande responsabilisation des parties d'une amorce de stratégie de sortie. Le nouveau chef de la Mission en Bosnie-Herzégovine, l'américain Robert Barry, a nettement infléchi les positions de son prédécesseur, en se déclarant favorable à la rationalisation de l'action de la mission et en prévoyant l'attribution à des bosniaques de postes de responsabilité au sein de la mission. Pour 1999, il préconise de la centrer sur la démocratisation et les droits de l'homme et de réduire en conséquence le volet électoral.

Le budget de la mission pour 1998 s'élève à environ 160 millions de francs, désormais entièrement sur contributions obligatoires (au barème spécifique) et incluant la prise en charge des frais du représentant spécial pour les négociations de l'article V. Elle comprend un effectif total de 240 expatriés.

I - Préparation des élections

L'OSCE est appelée encore cette année à superviser les élections générales prévues les 13 et 14 septembre prochains. Il est apparu, en effet, que le terrain n'était pas encore mûr pour transformer la commission électorale provisoire en commission permanente placée sous la seule responsabilité des autorités bosniaques et que l'OSCE devrait continuer à assumer un rôle de supervision (et non de simple observation) des élections générales de septembre 1998. M. Barry s'est toutefois engagé à accélérer l'adoption de la nouvelle loi électorale, afin que la Commission électorale permanente (bosniaque) puisse être mise en place à l'automne, dès après le scrutin.

II - Démocratisation et droits de l'homme

Ce volet vise le renforcement des institutions démocratiques, le rapprochement entre les communautés, les médias (chaîne et TV et mise en réseau de radios inter-entités), les libertés fondamentales et la constitution d'un environnement favorable au retour des réfugiés.

La mission conduite par M. Frowick avait pris l'habitude de déterminer pratiquement seule ses orientations en matière de démocratisation : il avait fallu en 1997 l'intervention de la présidence danoise, à notre instigation en particulier, pour qu'une meilleure concertation s'établisse sur le terrain avec les autres intervenants, notamment le Haut Représentant, le Conseil de l'Europe, l'Union Européenne/ECMM et les ONG. Cette orientation est dorénavant, pour l'essentiel, partagée par M. Barry.

III - Stabilité régionale/Maîtrise des armements

L'OSCE s'est vu confier la conduite des négociations de l'article II et de l'article IV des accords de Dayton/Paris. Les accords prévoient en outre des négociations de maîtrise des armements "en et autour" de l'ex-Yougoslavie (article V).

Les négociations sur les mesures de confiance interne à la Bosnie-Herzégovine (art. II) ont été conclues dès le 26 janvier 1996. La période de validation a pris fin le 28 juin suivant. Les inspections menées depuis lors se déroulent sans difficulté. L'ambassadeur Krasznai, alors représentant personnel de la Présidence en exercice, a développé avec succès des séminaires (Code de conduite, ciel ouvert, mesures de confiance, doctrines militaires) qui permettent de restaurer une certaine confiance.

La négociation entre la RFY, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et les deux entités qui la composent (art. IV) a abouti à un accord le 14 Juin 1996. Calqué sur FCE, cet accord a fixé des plafonds pour 5 catégories d'armes lourdes et institué un régime de vérification. Les parties avaient 16 mois, soit jusqu'à octobre 1997, pour procéder aux réductions correspondantes. L'essentiel de l'effort provient de la RFY et de la RS. Des problèmes d'application se sont posés, notamment du fait de la sous-estimation de leurs dotations par les parties, en particulier la RS. Nous avons mis à la disposition du Général Eide, responsable de l'application de cet accord, le Général Rozec pour conduire les opérations de vérification. En outre, nous avons fourni avec l'Allemagne notre assistance technique (en matériel et en personnel) à la RS et à la Fédération pour les aider à réduire leurs armements en excédent. Sur place, la mission s'appuie sur le soutien logistique de la Brigade franco-allemande.

A l'occasion du Conseil ministériel de Copenhague, la présidence en exercice a désigné l'ambassadeur Henry Jacolin comme représentant spécial de l'OSCE pour les négociations sur les mesures de stabilisation dans l'ensemble du sud-est européen (art. V).

O.S.C.E./OTAN ET SECURITE EUROPEENNE

Patrick SIMON

Décembre 1998

Après une situation en Europe de « guerre froide », il convient de définir une nouvelle architecture de sécurité européenne. Pour cela il nous faut répondre notamment aux problèmes posés aux différentes communautés après la chute du mur de Berlin et les conflits en ex-Yougoslavie ou en Tchécquie, ainsi qu'à la montée des nationalismes et intégrismes. Pour cela encore, il nous faut nous interroger sur la signification du maintien de l'Alliance atlantique (l'OTAN), voire des tentatives de son élargissement à l'Europe de l'est. Il nous faut enfin nous interroger en France sur la position de l'Etat. Que mettre en place contre la réponse du Président de la République, Jacques Chirac ? « Le choix d'un nouveau modèle d'armée doit répondre à notre ambition de construire une défense européenne crédible, capable de devenir à la fois le bras armé de l'Union européenne et le pilier européen de l'Alliance atlantique. »

Pour répondre aux défis de sécurité aujourd'hui, qu'il s'agisse des déséquilibres économiques, des inégalités de développement, des tensions internes des Etats, des violations des identités culturelles et nationales il faut des réponses pertinentes. Et comme le disait François Biot: « Si vis pacem, para pacem. (Si tu veux la paix, prépare la paix) ».

Aussi, pour répondre aux besoins de sécurité et de coopération, il faut rechercher une alternative qui repose sur l'examen des facteurs de guerre et des facteurs de sécurité. Cette alternative implique de s'appuyer sur les capacités des nations à établir entre elles des relations autres que la méfiance et que la peur. Cette alternative implique aussi la reconnaissance de l'altérité (la rencontre des hommes, de leurs communautés, l'échange et la construction ensemble d'un projet).

Pourtant, en Europe, au lieu de coopérations nécessaires, la CEE ne propose que le démantèlement des droits de douane, des politiques dites d'ajustements structurels sous l'égide du F.M.I. et un rééchelonnement de la dette. Mais comme la CEE doute elle-même de ces orientations, elle développe la stratégie d'une défense commune. Elle sous-tend une agression extérieure contre laquelle il faudrait se défendre, y compris en organisant des forces d'intervention pour sauvegarder de soit-disants intérêts vitaux. C'est aussi une stratégie de contrôle (interventions pour le contrôle de l'accès aux ressources énergétiques, interventions pour le contrôle des flux migratoires est-ouest ou sud-nord). Et la place de l'OSCE reste très ambiguë, pour ne pas dire directement liée aux stratégies de l'OTAN.

L'OSCE : un outil de paix ?

Beaucoup de débats tournent actuellement autour de l'OSCE pour vérifier qu'elle soit encore un outil de paix en Europe.

La transformation de la C.S.C.E. en O.S.C.E., lors du sommet de Budapest de décembre 1994 n'a pas eu de répercussions sur le statut juridique de l'organisation internationale. Mais ses missions se sont renforcées.

C'est le cas notamment du Forum de Coopération en matière de Sécurité qui traite des aspects politico-militaires de la sécurité. Il s'agit là de traiter du Code de conduite relatif à la sécurité, des échanges d'informations militaires, de mesures de stabilisation pour les situations de crises localisées, des principes de non-prolifération nucléaire. C'est le cas aussi du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (F.C.E.) sur la limitation de l'armement conventionnel et de parité des forces (principes de suffisance en regard de la sécurité de chaque nation) qui vise « à établir un équilibre sûr et stable des forces armées conventionnelles à des niveaux plus bas que par le passé, dans la zone allant de l'Atlantique à l'Oural. » (Traité F.C.E. signé à Paris le 19/11/90).

C'est le cas également du Forum économique de l'O.S.C.E. dont l'objectif est de donner une dimension économique au concept de sécurité globale. Pour autant, ce qui est problématique est justement le cadre politique de cette dimension se réalise en faveur de l'économie de marché comme seule voie de coopération économique. (Au sommet de Budapest, en décembre 1994). Dans cette logique fut confié à l'O.S.C.E. le suivi de la mise en oeuvre du Pacte de stabilité, signé le 21/3/95 pour l'approfondissement de la stabilité et de la sécurité en Europe comme domaine privilégié de la diplomatie préventive.

C'est le cas enfin pour la dimension humaine des actions de l'O.S.C.E. en matière de respect des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, en matière d'Etat de droit et de la démocratie qui s'inscrivent dans la mission de prévention des conflits et fondée sur les règles de coopération et de consensus (introduit dans les conclusions de la réunion de Vienne en 1989). Il s'agit d'une aide logistique dans la surveillance des élections, de l'assistance dans l'élaboration des textes constitutionnels et législatifs portant sur les Droits de l'homme, sur les droits des minorités nationales.

En matière de Code de conduite, si les principes établis sur l'indivisibilité de la sécurité sont intéressants (avec notamment la question de la lutte contre le terrorisme, contre les nationalismes agressifs, contre les violations des droits de l'homme) il apparaît néanmoins le manque de moyens juridiques pour son application. De même, nous pouvons nous poser la question de l'empirisme de ses actions qui correspond à un manque de volonté politique ou alors à ne faire qu'accompagner des actions décidées ailleurs (au Conseil de l'Europe ou à l'O.T.A.N.).

En matière d'échanges d'informations militaires, le Traité F.C.E. sur la maîtrise des armements, comme la non-réalisation de la surveillance (Non-application du Traité « ciel ouvert ») souffrent d'incertitudes et sont contradictoires avec la politique menée par des pays comme la France ou dans la logique de l'extension de l'O.T.A.N. De plus, la Politique Extérieure et de Sécurité Commune (P.E.S.C.) de l'Union européenne ne va pas dans le sens du désarmement, ni de la recherche de solutions politiques négociées. Au contraire se dessine une politique militaire agressive. Ce sont les exemples de forces d'intervention nouvelles (Eurocor, euromarfor).

En matière de stabilisation, les objectifs annoncés se heurtent à la politique de l'Union Européenne qui pousse à son élargissement sur les seules bases de la Pensée Unique. Tout au plus, l'O.S.C.E. se donne pour mission un apport dit pédagogique envers les pays qui sollicitent leur entrée dans la C.E.E. De même, ils se heurtent à la prégnance de l'O.T.A.N. sur la résolution des conflits (avec l'exemple de la Bosnie-Herzégovine où celle-ci se substitue à l'O.N.U.).

Or l'OSCE pense que la perspective américaine est un processus de paix dans lequel les USA doivent définir des priorités d'interventions stratégiques en réponse aux processus instables. Il s'agit d'assurer la sécurité extérieure. Et il semble bien que l'OSCE souscrive à cette idée que l'enjeu de l'OTAN est sa transformation plutôt que sa disparition. Alors que son extension amènera des crispations et que son maintien alourdit les coûts alors que les pays de l'Europe centrale et orientale ont besoin d'argent pour se développer. La question de réorientation des dépenses du militaire vers le civil est donc clairement posée. Selon ses représentants, il s'agit d'accompagner les processus en cours pour la sécurité, le contrôle des lieux d'élections pour que soient respectées les règles de démocratie. Il s'agit aussi de favoriser les points de négociations sur les conflits en cours. Il s'agit aussi du contrôle des armes, de leur destruction. Il s'agit enfin de rechercher des garanties pour la souveraineté nationale et pour les minorités. Et de rappeler que l'OSCE est une organisation régionale non militaire. Par contre, elle ne croit pas en la nécessité de faire de l'Europe une zone d'exclusion nucléaire - ce que proposent plusieurs Organisations Non Gouvernementales - car elle pense qu'il faut traiter d'abord des problèmes de confiance réciproque ou de défiance. La prudence doit être la règle en la matière.

En matière de Non-Prolifération Nucléaire, l'O.S.C.E. se borne à se féliciter du Traité de Non-Prolifération Nucléaire, sans vraiment prendre d'initiatives sur la question d'une exemption nucléaire pour l'Europe.

Depuis 1995, est adopté le Pacte de stabilité pour l'Europe par une cinquantaine d'Etats européens et d'Amérique du Nord, membres de l'Organisation sur la Sécurité et la coopération en Europe (OSCE). A sa

suite, il est prévu de l'étendre aux Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) à la condition que ceux-ci intègrent l'Union Européenne Occidentale (UEO) et l'OTAN. En fait de pacte il s'agit d'une véritable intégration dans la ligne de Maastricht qui prévoit le maintien de la prédominance de l'OTAN. Et en même temps, il s'agit de balayer d'un seul coup toutes les organisations mises en place par la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) qui avait pour base l'Acte final d'Helsinki. Pour mémoire, il s'agit du Centre de Prévention des Conflits (Vienne), le Bureau des Institutions Démocratiques et des Droits de l'Homme (Varsovie), le Haut Commissariat pour les Minorités Nationales (La Haye).

Aujourd'hui, le constat qu'à la sortie d'une politique de bloc, les sociétés sont confrontées, à la fois à la démocratie à réinventer, à la libération des marchés, à la naissance de nouveaux états, à la fois à la réalité des nationalismes, de la drogue, des atteintes aux droits de l'homme et à la guerre en Yougoslavie. Il y a en conséquence une nécessité d'adaptation à la réalité actuelle, de redéfinir la notion de sécurité et de tirer les conséquences de ce qui s'est passé. Les aspirations qui émergent sont de l'ordre du bon voisinage, d'un développement paisible et de participer à la construction d'une Europe nouvelle.

La sécurité apparaît aux pays d'Europe indivisible. Petits et grands pays doivent avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs. Les questions relatives à la nécessité de coopérations, du désarmement, sur la question du droit des minorités sont au coeur de la réflexion. Les Organisations Non Gouvernementales ont leurs propres contributions dans cette construction. La sécurité ne dépend pas seulement des gouvernements mais aussi de la société tout entière.

L'OTAN en question :

Plusieurs Pays de l'Europe Centrale et Orientale pose la question de l'adhésion à l'OTAN qui leur semble incontournable en espérant pouvoir intégrer la CEE et y faire progresser des idées à l'intérieur, en terme de politique pragmatique et réaliste. Or le réalisme est avant tout une position conservatrice alors que l'idéalisme est novateur. De plus cet élargissement est évalué, selon les différentes sources d'experts à 35 milliards de francs pour les pays de l'ouest et à 12 milliards de Francs pour chaque pays candidat. Au total ce serait entre 61 et 125 milliards de dollars d'ici 2010.

D'ailleurs l'exemple de l'Autriche est clair. Elle refuse d'adhérer à une organisation militaire et elle introduit la restriction de l'usage des armes sur son territoire. Cela ne l'empêche pas d'envisager des coopérations, y compris avec la CEE. Quant à la Suisse, elle vient de dire oui récemment au partenariat pour la paix parce qu'elle considère que c'est le pays entrant qui définit son type de partenariat. En l'occurrence, elle a annoncé une participation limitée et sur des missions négociées (contrôle démocratique des forces armées, respect des minorités, formation dans le droit international humanitaire, formation d'observateurs militaires ou encore développement de collaboration dans le domaine sanitaire et du sauvetage en cas de catastrophe). A noter que la signature définitive de ce partenariat devrait intervenir en décembre 1996.

D'autres réponses à inventer

Cette autre réponse est celle qui s'appuie sur la sécurité collective et le désarmement. Elle repose en conséquence sur des réponses à apporter aux facteurs d'insécurité. C'est répondre d'une manière globale et agir localement contre l'insécurité économique, alimentaire, sanitaire, environnementale pour tous les peuples, pour tous les individus.

Le concept de sécurité s'établit sur des notions de rendre sûr, de garantir, d'être confiant et selon le principe de mener ensemble des actions. Cette hypothèse suppose la résolution des problèmes qui se posent aux Humanités dans une démarche d'échanges et de réciprocité. Et pour l'Europe, cette question concrète se pose en ex-Yougoslavie. Mais il est essentiel pour la sécurité, de concrétiser l'idée que celle-ci n'est possible que par le désarmement et la coopération pour répondre à ce défi.

Un des obstacles actuels à la sécurité est l'absence d'une loi régissant le rapport à autrui. Les lois sont d'origines humaines et non divines. Elles doivent être faites par l'homme et pour l'homme et non contre lui. Aussi la nécessité de modèles identificatoires est inscrite dans un rapport à la loi dont les fondements

appellent des garanties. Ce sont celles de la démocratie et de la liberté de l'individu. Ce sont celles du respect de l'identité de l'autre et de projets communs entre les cultures à construire, et non pas par des oppositions de chaque identité.

De ce point de vue les valeurs subjectives apportées par les femmes sont importantes. L'enjeu est à la fois la citoyenneté, à la fois les mécanismes de transformation sociale. C'est repenser une pensée critique et constructive. C'est redéfinir les moyens de l'émancipation sociale, de l'égalité et du devoir d'intervention sociale et politique. C'est être sujet individuel et social. La perception et la place de l'autre est au coeur des problèmes des relations dans le monde, ici ou ailleurs. Il y a donc urgence de discuter ensemble des problèmes concrets, des interdépendances régionales du monde, des coopérations et d'une sécurité commune à mettre en oeuvre.

L'individu considéré comme citoyen est le fondement de toute démocratie. C'est aussi le meilleur moyen de s'opposer aux nationalismes et intégrismes qui refusent la citoyenneté. Ils y opposent la loi divine ou un droit du sang et le rejet ou la peur de l'autre.

Aussi, différentes propositions sont soumises au débat :

- Double reconnaissance de l'intangibilité des frontières des Etats et des droits spécifiques aux minorités nationales comme préalable à toute résolution des problèmes entre les états.
- Organiser le désarmement progressif, en commençant par les armes de destruction massive comme le nucléaire militaire et en organiser le contrôle.
- Interdire le commerce des armes et donner à l'ONU les moyens du contrôle de cette mesure.
- Assurer le droit d'asile aux individus menacés dans leur intégrité et annuler les Accords de Schengen.
- Refuser l'exclusion des individus et des peuples et agir contre la banalisation du racisme et de la xénophobie.
- Remplacer les projets d'intégration dans l'UEO et dans l'OTAN par une stratégie de sécurité collective qui repose sur les principes d'une Europe où les peuples expriment démocratiquement leur volonté, où les droits de l'homme, y compris ceux des personnes appartenant à des minorités nationales sont respectés, où les Etats égaux et souverains coopèrent par-delà les frontières et développent entre eux des relations de bon voisinage. Il s'agit là de réfléchir à un nouveau concept, celui d'un forum des nationalités d'Europe.
- Développer le rôle et les pouvoirs du Parlement européen et maîtrise de la politique européenne par chaque parlement national.
- Rapprocher les centres de décision des citoyens et sous le contrôle de ces derniers, dans un souci de transparence et de démocratie. Et en premier lieu, organiser la consultation des organisations syndicales et des Organisations Non gouvernementales pour tout projet européen à conséquences sociales et humaines.
- En finir avec l'eurocentrisme pour promouvoir des solidarités internationales, retirer les pouvoirs aux structures supranationales telles que le FMI et la Banque mondiale.
- Instituer une organisation régionale de l'ONU pour l'Europe dont la base serait la Charte de l'ONU et les principes de l'Acte final d'Helsinki.
- Rechercher des coopérations nouvelles pour réduire les inégalités et prévoir le développement en s'appuyant sur les mesures de désarmement pour dégager de nouveaux moyens.
- Annuler la dette des pays du sud pour rétablir de nouvelles bases de développement.

- Développer des coopérations avec le sud sur la base de la réciprocité et de la solidarité qui prennent en compte les équilibres environnementaux (à partir des propositions faites par les Organisations Non Gouvernementales au Sommet de Rio).
- Trouver des réponses humanistes aux problèmes posés qui intègrent la citoyenneté individuelle et collective. C'est refuser l'exclusion politique des peuples et des citoyens. C'est à la fois le droit à la vie, à la dignité, au travail, à la liberté, que la garantie des droits des minorités, que le respect de l'inviolabilité de toutes les frontières, celles-ci ne pouvant être modifiées par la force ou des actes unilatéraux (Acte final d'Helsinki et Charte de l'O.N.U.) C'est enfin placer l'homme et son environnement au coeur des enjeux.

LISTE DES PARTICIPANTS AU COLLOQUE

Morgan Bescou
Hugo Braun
Arlette Cavillon
Michel Cibot
Bogdan Denitch
Jacques Deschamps
Daniel Durand
Adela Garcia
Michel Gassiloud
Gérard Halie
Thérèse Haond
Nicole Lafitte
Sonja Lokar
Camille Marques
Aleksandar Mlac
Pierre Oliva
Hélène Robineau
Marianne Rogier-Ducasse
Françoise Rousset
Catherine Samary
Katie Sams
Jelena Santic
Genc Seiti
Dasa Sasic-Silovic
Patrick Simon
Murveta Stevic
Maurice Teisseire
Péguy Toutou
Raphaël Vahé
Karima Yamani